

# Le fonds de pension national de la Nouvelle-Zélande désinvestit des banques israéliennes

Par Ali Abunimah, le 3 mars 2021

Le fonds de pension national de la Nouvelle-Zélande (33 milliards de USD) a exclu cinq banques israéliennes de son portefeuille en raison de leur rôle dans le financement des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Une évaluation opérée par le NZ Super Fund a conclu que détenir des parts dans les principales banques d'Israël violerait sa politique d'investissement responsable.

Le document cite le vote par la Nouvelle-Zélande, en 2016, en faveur de la Résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui réaffirme l'illégalité des colonies, ainsi que des déclarations du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu disant qu'il a l'intention de procéder à des annexions à grande échelle de terres palestiniennes occupées.

La mise en place de colonies par Israël est un crime de guerre.

C'est l'une des questions actuellement soumises à la Cour pénale internationale, dont les juges, le mois dernier, ont ouvert la voie à une enquête officielle sur les actions d'Israël en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza.

Dans un rapport de 2018, Human Rights Watch expliquait le rôle essentiel des banques israéliennes dans la mise en place des colonies et la perpétration d'abus à grande échelle envers les droits humains palestiniens.

Les institutions financières exclues sont la First International Bank of Israel, l'Israel Discount Bank, la Bank Hapoalim, la Bank Leumi et la Bank Mizrahi-Tefahot.

Toutes cinq sont désormais reprises sur la liste d'exclusion du NZ Super Fund.

Elles rejoignent ainsi d'autres sociétés israéliennes impliquées dans les violations des droits palestiniens et qui ont déjà été exclues par le fonds : les fabricants d'armes Elbit Systems et Ashot ainsi que les entreprises de construction de colonies Africa-Israel et Shikun & Binui.

La décision du fonds néo-zélandais est significative de la tendance internationale croissante à tenir les sociétés israéliennes pour responsables dans leur participation aux crimes de guerre israéliens.

L'été dernier, ABP, le plus important fonds de pension hollandais et l'un des plus importants au monde, a cessé d'investir dans deux banques israéliennes en raison de leur rôle dans la mise en place de colonies.

Les activistes en Nouvelle-Zélande ont accueilli favorablement cette décision du fonds national de pension, géré de façon indépendante, mais ils disent que le fonds et le gouvernement de leur pays doivent en faire davantage.

« La décision éthique du New Zealand Superannuation Fund de désinvestir des banques israéliennes devrait être suivie par notre gouvernement », a déclaré mardi Aoteaora, le réseau de solidarité avec la Palestine (PSNA).

« Le fonds a toujours des investissements dans d'autres sociétés israéliennes et il affirme qu'il consacrera une attention soutenue à tout rapport futur émanant du haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme à propos de la culpabilité d'autres sociétés israéliennes dans la construction de colonies illégales », a fait remarquer

Janfrie Wakim, porte-parole du PSNA.

Wakim a ajouté que le NZ Super Fund avait exclu le fabricant d'armes israélien Elbit en 2012. « Pourtant, le gouvernement néo-zélandais a admis qu'il achetait des équipements militaires d'Elbit Systems testés sur le terrain, c'est-à-dire sur les Palestiniens. »

Source : AURDIP